

Lettre ouverte des Faucheurs Volontaires aux élus, chercheurs et citoyens concernant le projet Génius

Le 25 juin dernier, une quarantaine de Faucheurs Volontaires d'OGM à l'appel du collectif 69-42 a occupé pacifiquement les locaux de l'École Normale Supérieure de Lyon qui hébergent des chercheurs en biologie moléculaire de l'INRA travaillant sur le projet GÉNIUS.

<http://www.genius-project.fr/le-projet/presentation>

Ce projet de recherche élaboré sous l'ancien gouvernement et débuté en septembre 2012 sous le mandat de Mr Hollande porte sur la transgénèse dans les semences de 9 espèces cultivées (blé, maïs, riz, colza, tomate, pomme de terre, peuplier, pommier, rosier). Il s'agit d'un projet de recherche, de fabrication et de mise sur le marché de semences génétiquement modifiées. Il est clairement présenté comme un miracle technologique alors qu'il s'agit toujours de produire des plantes transgéniques, la technique des méga-nucléases ne changeant absolument rien à la problématique fondamentale des OGM.

Ce « partenariat » est public privé et implique 10 institutions publiques (8 de l'INRA, 1 du CIRAD, 1 de l'université Lyon III) et 5 entreprises privées (Biogemma, Collectics, Germinacop, pépinières Delbak, Vilmorin).

Le budget de ce projet s'élève à 21,3 millions d'euros et participe à la stratégie nationale de recherche et d'innovation qui depuis affiche sa priorité pour les « biotechnologies et les bio ressources ». Il est doté pour la deuxième vague d'investissements de 54,5 millions d'euros.

http://investissement-avenir.gouvernement.fr/sites/default/files/user/CP_Laur%C3%A9ats_Biotech-Bioressources2.pdf

Pourquoi les Faucheurs Volontaires dénoncent ce programme ?

- En temps que lanceurs d'alerte, les Faucheurs dénoncent le double discours : d'un côté l'état met en place une loi interdisant la culture du maïs transgénique et d'autre part, il finance dans ses laboratoires publics des recherches visant à créer des plantes transgéniques destinées à être cultivées dans les champs avec tous les risques de contamination et les problèmes environnementaux conséquents. Les FV rappellent d'autre part, que l'innocuité des OGM n'est toujours pas démontrée.
- Les FV dénoncent un déni de démocratie : la société civile n'est pas avertie de ces recherches publiques sur les OGM alors qu'elle reste opposée à leur culture.
- La technique de transgénèse aboutit au dépôt des brevets c'est à dire à l'appropriation des gènes, c'est à dire la privatisation du vivant, ce que dénoncent les FV dans le domaine agricole pour deux raisons : elle dépouille les paysans de leur droit sur leurs semences et de leur savoir faire de sélectionneur et contrairement aux chiffres annoncés elle uniformise les semences, c'est à dire diminue la biodiversité cultivée. Ainsi, l'INRA c'est à dire l'État offre le bien commun des semences au secteur privé et favorise les multinationales responsables de l'agriculture industrielle au détriment de l'agriculture paysanne (elle se prétend même capable d'assurer la souveraineté alimentaire en préservant l'environnement et les sols).
- les Faucheurs Volontaires dénoncent aussi au travers de ce projet les tentatives de manipulation du législateur qui sera clairement appelé à alléger les réglementations concernant cette nouvelle technique d'obtention des OGM.
- Le programme GÉNIUS prétend résoudre les effets négatifs des OGM par de nouvelles technologies, ce qui pour les FV est impossible au vu de la complexité et la globalité du monde vivant en constante évolution depuis des milliards d'années.

Les faucheurs volontaires rappellent qu'ils ne sont pas des faucheurs de science : Ils ne sont nullement opposés à la recherche fondamentale destinée à la compréhension du monde et de son évolution.

Les faucheurs volontaires tiennent à rappeler que la problématique des OGM ne se résume pas et ne se résumera jamais à un simple problème de technique scientifique. Pour nous la technologie OGM est une technologie essentiellement liée au brevetage du vivant, à la privatisation du bien commun et des semences et à la transformation irréversible du monde vivant par la contamination.

Nous rappelons aussi que les conséquences sanitaires sont rarement instantanées, leurs découvertes ne pouvant se faire qu'avec des recherches indépendantes sur le long terme.

Les questions que nous posons aux élus chercheurs et citoyens sont :

- Comment les gouvernements successifs peuvent-ils engager l'argent public pour privatiser du bien commun et « offrir » du « matériel biologique breveté » au secteur privé ?
- Comment les gouvernements successifs peuvent-ils engager l'argent public dans ce projet alors qu'il n'y a eu aucune concertation préalable de la société civile ? Les seules techniques mises en œuvre étant celles de l'acceptabilité sociale ici confiée à des philosophes (Université Lyon III).

Nous demandons un arrêt du projet Genius.

Nous proposons une grande concertation concernant l'orientation de la recherche publique pour la valorisation du bien-être de la population (dans le domaine de la santé, du social, de l'environnement...) et la valorisation des biens communs.

Nous proposons un grand débat multidisciplinaire et démocratique (société civile) sur les modalités d'évaluation de tout ce qui se rattache au vivant, à ses modifications et à son utilisation. L'évaluation actuelle des biotechnologies étant désuète et donc totalement inadaptée.

Nous disons aux scientifiques et aux politiques :

- vous ne pouvez plus dire aujourd'hui que vous ne connaissez pas les effets néfastes des OGM,
- vous ne pouvez plus dire aujourd'hui qu'il n'y a pas d'alternatives,
- vous ne pouvez pas proposer des règles de coexistence pour les OGM. Cette réglementation serait soit un non-sens soit l'institutionnalisation de la tromperie : les lois humaines n'ayant pas d'influence sur la nature.

En conséquence, nous attendons de vous la prise de responsabilité d'un choix éclairé.

Les Faucheurs Volontaires quant à eux continuent et continueront à assumer leur rôle de lanceurs d'alerte.